

COLLOQUE – ODASCE

Bordeaux / 15 novembre 2013

Denis REDON – CMS Bureau Francis Lefebvre

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Au risque de vous surprendre avant ce colloque comme arrivé à sa fin, je ne suis toujours pas étonné du grand retour de l'origine dans nos débats.

Après avoir connu une lourde tendance à la délocalisation (aussi appelée relocalisation !) dans des années d'économie dynamique, après avoir vu disparaître les obligations réglementaires de marquage d'origine, alors vécues comme des obstacles au libre commerce, le retour de l'origine est finalement révélateur d'une économie certes ouverte mais protectrice voire protectionniste, un équilibre de consensus en phase avec l'époque.

Désolé, mais le sujet est donc très très sérieux pour tous, secteur public ou privé.

C'est pourquoi traiter cette thématique à Bordeaux était vraiment le seul moyen de lui donner une note euphorique.

Ainsi, l'attaque en bouche, je veux dire l'ouverture du colloque, a été franche mais délicate avec les interventions de Madame la Ministre, Madame la Directrice Générale des douanes et Droits Indirects mais aussi celles de notre Présidente, Michèle Petitgenet. Puis les travaux d'hier ont eu aussi beaucoup de corps, de profondeur, bref de la tenue et enfin ceux d'aujourd'hui nous ont offert une finale explosive en bouche.

Comme ce millésime fut assurément excellent par sa haute qualité et encouragé par Monsieur le Secrétaire Général de l'OMD qui, non sans humour a relevé que le sujet de l'origine permettait de faire carrière, je me suis dit : fais une tournée générale !

Nous ne pouvons en effet mettre à la cave nos travaux et attendre qu'ils vieillissent sans se bonifier. Je ne résiste donc pas à cette dégustation et tant pis si je finis « égaré à la croisée des chemins », vous en serez tous responsables.

Nos débats ont donc été riches et je me suis retrouvé face à un multi-sourcing impressionnant. De plus, après avoir croisé les diverses réflexions, le cumul que je vais vous proposer ne sera même pas étendu ni diagonal ni bilatéral, mais bel et bien original.

Ce cumul effectué, il m'a directement transporté vers le sujet à l'origine de ce colloque : comment lire l'avenir des règles d'origine non pas dans le marc de café (qui pourrait être donc autant colombien qu'américain) mais bel et bien dans un bol de spaghettis?

Certains ont bien essayé de m'aider : essaie plutôt avec la pelote de laine ou la botte de foin ! Ces conseils étaient sympathiques mais m'ont laissé perplexe.

Monsieur Fonseca Marti de l'OMC aurait aussi pu m'aider car il a précisé que la règle d'origine « c'est pain et beurre dans le commerce ». Et là, je me suis senti vraiment beaucoup mieux... mais encore plus égaré !

Et Monsieur Larrieux de la DG TAXUD évoquant les difficultés juridiques nées du projet de texte européen sur le marquage d'origine a pour sa part suggéré de « ne pas pousser les cacahuètes sous le tapis » !

Mes amis, comment voulez-vous faire un résumé pertinent de nos travaux, avec de tels ingrédients, et ce même avec l'accompagnement d'un Château Smith Haut Lafitte.

Je sens bien que la croisée des chemins est proche mais formé aux métiers du droit, je me suis dit qu'un plan en deux parties pouvait encore me sauver.

J'avais le choix entre le très classique « origine préférentielle ou origine non préférentielle » ou le non moins classique « des constats, des perspectives ».

Et puis après tout si les Etats membres de l'OMC ne s'entendent même pas sur l'origine non préférentielle, pourquoi moi, devrais-je faire un plan ? Donc pas de plan, des remarques.

1. L'origine préférentielle a manifestement connu ces dernières années un traitement préférentiel voire trop pour certains, et ce n'est pas fini avec la perspective de l'accord UE/USA

Le mot « complexité » s'est alors fait insistant dans nos débats (défaut d'harmonisation, disparité des règles...).

Une remarque ici me semble intéressante. Sur la liste publiée par la Commission européenne des pays avec laquelle l'Union européenne a un accord, on relève qu'en définitive, les seuls pays du monde avec lesquels l'UE n'a pas d'accord sont les pays les plus émergés depuis longtemps (USA, Australie,...). Bientôt, il ne restera plus que l'Etat du Vatican sans accord avec l'UE alors que probablement, la papamobile avec son design si particulier doit avoir une sacrée origine.

2. L'étude publiée en juillet 2013 sur le site de l'OMD sur les irrégularités en matière d'origine me paraît très intéressante.

Elle a relevé que les irrégularités en matière d'origine découlent du faible niveau de connaissance des règles d'origine par les acteurs concernés, secteur privé ou public et donc y compris les douanes qui y reconnaissent bien volontiers ne pas toujours savoir appliquer les règles, en particulier celles relatives au cumul.

Cette étude suggère pourtant d'encourager le système d'auto-certification ou bien un système dans lequel c'est l'importateur qui effectuerait la déclaration d'origine et tout reposerait sur lui.

Si ces suggestions sont utiles, elles me laissent un peu pantois car sans régler les problèmes, elles ne diminuent pas les risques : comme le relevait d'ailleurs l'intervenant d'un atelier, il n'est pas exclu que chez certains opérateurs, on ne parvienne pas à bien contrôler l'origine, ce qui veut dire en revanche que c'est bel et bien la responsabilité qui y est susceptible d'être mise en cause. En effet, ne pas avoir le contrôle de l'origine en cas de contrôle, chacun sait que c'est un exercice délicat.

3. L'origine non-préférentielle, elle, porte bien son nom à un niveau international car elle n'a pas connu un traitement préférentiel.

En effet, après 18 ans de réflexion, les Etats membres de l'OMC ne savent même plus s'ils sont d'accord pour avoir encore des débats à ce sujet mais, je vous rassure, le site de l'OMC nous indique qu'une réunion serait programmée pour le 10 avril 2014. J'entends déjà certains qui disent : « Bien que cela soit réservé aux Etats, on pourrait venir ? N'est-ce-pas Madame La Présidente ?

4. L'initiative « made in world » / « fabriqué dans le Monde » de l'OMC ne serait qu'un concept qui n'a pas vocation à remplacer la notion d'origine. Ouf Madame la Présidente, on a eu chaud ! Si toute marchandise était désormais « made in world », voilà comment on aurait « torpillé » un colloque à Bordeaux. En même temps, les fleurons de l'industrie spatiale auraient certainement porté haut et fort les débats. Chacun sait que l'envoi d'une fusée dans l'espace est juridiquement une exportation et un petit « made in world » collé dessus et on aurait vu la tête des martiens et leur gestion de l'origine !
5. Plus sérieusement, le marquage d'origine connaît un regain d'intérêt certain et là le message a été clair. Les labels privés qui garantissent un marquage d'origine ne doivent pas être confondus avec l'origine douanière. C'est juridiquement exact mais honnêtement, avouez que c'est étonnant qu'une garantie d'un marquage d'origine ne confère absolument pas l'origine douanière.
6. Le CDU n'apporte en définitive pas de modification significative sur la définition de l'origine.

Il y a bien la question des règles des listes à traiter et là j'ai remarqué combien ces règles bien que non reconnues par le juge comme une référence de droit, elles resteraient néanmoins un guide utile selon la Commission européenne. En même temps, le juge européen était apparemment d'un réconfort meilleur pour la DG TAXUD car sa vision du risque commercial normal pour écarter la bonne foi était bien stricte comme il faut.

Je me suis toutefois à nouveau interrogé : « ne faudrait-il pas plutôt rechercher le risque commercial anormal plutôt que celui normal, a fortiori si la Commission se décidait à alerter régulièrement les opérateurs sur les zones à problèmes ou alors à publier demain la liste des opérateurs enregistrés ou agréés, et deux fois plutôt qu'une !

7. L'annonce, au cours de l'avant-dernière table ronde, du retour prochain d'une variante de l'article 220 b sur la bonne foi de l'opérateur économique dans le CDU a bien sûr réjoui tous les opérateurs privés : c'était un peu le cannelé attendu dans cette belle ville bordelaise.
8. Les contrats sont aussi apparus très vite comme une composante nécessaire pour accompagner ou limiter les problèmes d'origine. Mais ils posent immédiatement un problème de sourcing : le sourcing du juge. Où trouver la justice avec le système réglementaire le plus préférentiel ? Là, les bases de données sont rares, la veille et les mises à jour, n'en parlons pas.
9. Pour conclure, deux pistes de réflexion :
 - Il a été rappelé dans ce colloque sur l'origine que le classement est déterminant : une erreur de classement et s'applique la mauvaise règle d'origine. Là, peut-être, pourrions-nous suggérer puisque nous y avons été abondamment sollicités en ce sens par les pouvoirs publics, que des petits ajustements puissent être apportés aux accords de libre-échange :
 - o pourquoi ne pas demander une réciprocité des RTC avec les pays partenaires puisque le SH est commun et harmonisé ?

- Ou alors, pourquoi les sociétés établies dans un pays partenaire ne pourraient-elles être autorisées à demander des RTC dans l'UE et réciproquement ?
- Pourquoi, ne pas étendre cela aux RCO ?
- Après tout, on est entre partenaires ou non ?
- Plus raisonnablement, certains se sont déclarés favorables à une plus grande implication du secteur privé dans les négociations d'accords mais surtout à une évaluation régulière des accords et de leur application donnant lieu à une publication des informations sur les défaillances constatées qui seraient ainsi à la connaissance des opérateurs : cela semble plus accessible que la perspective précédente et assurerait à tout le moins davantage de transparence.

Je voudrais enfin conclure par deux remerciements :

Le premier est à toute l'attention de l'équipe de l'ODASCE, « à l'origine » (vous vous doutiez de cette allusion) de ce colloque.

Le second s'adresse à vous tous, intervenants et participants de ce colloque.

Pour préparer ce rapport, grâce à vous, je n'ai rien fait.

Comme vous l'avez constaté dans la composition de mes propos entrent surtout les vôtres.

Je me suis assuré au préalable des déclarations des intervenants et des participants, certains avec de très longs termes, d'autres non.

J'ai bien sûr apporté quelques modifications, voire transformations ou déformations mais toujours mineures, mais notez que la valeur ajoutée était bien la vôtre. J'ai donc bon espoir d'avoir conservé l'origine de vos propos et même si vous avez décelé quelques erreurs ici ou là, accordez-moi le bénéfice de la bonne foi.

Madame la Présidente, encore merci pour ce délicieux millésime.